

PRÉSENTATION

LA PAIX COMME OBJET D'ÉTUDE

PHILIPPE BONDITTI*



THOMAS HIPPLER**



LAURA LEMA SILVA***



Le dossier que nous proposons dans cette nouvelle livraison de la revue *Recherches internationales* rassemble des contributions pour partie issues du colloque de lancement de l'Institut pour la Paix, une initiative d'universitaires soucieux, comme nous le préciserons plus loin, de mieux installer la « paix » comme objet d'étude et d'analyse dans le champ universitaire, et de promouvoir le dialogue avec les praticiens (militaires, du travail humanitaire, de la haute administration, des mondes de la culture) et militants impliqués et concernés par la paix dans ses rapports continuellement transformés à la guerre, aux conflits et aux violences plus généralement.

* MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SCIENCES POLITIQUES À L'ESPOL-ICL/LILLE.

** PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE À L'UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE-HISTEMÉ (EL 7455).

*** DOCTEURE EN ÉTUDES HISPANO-AMÉRICAINES, RESPONSABLE DES ÉTUDES À L'INSTITUT POUR LA PAIX.

C'est au milieu de la guerre que la question de la paix se pose avec la plus grande acuité. Depuis le 24 février 2022 et le début de la guerre en Ukraine, la guerre interétatique est de retour en Europe et personne ne saurait exclure le risque d'escalade du conflit, y compris à un niveau nucléaire. Rétrospectivement, cette guerre n'a pourtant pas surgi de nulle part et s'insère dans une séquence historique matérialisée par une série d'événements (chute du mur de Berlin, extensions successives de l'OTAN, invasion de la Crimée, accord de Minsk, conflit au Donbass, etc.) que les commentateurs relisent aujourd'hui comme prémonitoires. En mêlant transformations technologiques, politiques et géopolitiques, cette séquence historique est aussi celle du brouillage de la guerre et de la paix.

94

Le 15 août 2021, Kaboul est tombé aux mains des talibans, signant l'échec cinglant de vingt ans d'intervention occidentale en Afghanistan. S'il est encore trop tôt pour l'affirmer de manière définitive, on ne se trompera guère en émettant l'hypothèse que les modèles occidentaux de construction et de renforcement de la paix (*Peace Building* et *Peace Enforcement*) promus par l'ONU depuis les années 1990 ne sortiront pas indemnes de cette expérience. De manière certaine en revanche, cette idée que le modèle de la démocratie libérale serait exportable partout sur la planète et que sa généralisation peut se faire à grand renfort « d'interventions extérieures » mobilisant des forces armées au rôle transformé pour construire un État pleinement maître de ses frontières va devoir être révisée, et ses promoteurs ne pourront pas faire l'économie d'une analyse en profondeur des échecs en Afghanistan, mais aussi en Irak ou au Sahel. La tâche leur sera rendue d'autant plus compliquée qu'il faudra aussi infléchir la dynamique de transformation des forces armées telle qu'elle s'est opérée depuis bientôt un demi-siècle, et même accélérée à l'aune des années 1990 pour répondre aux enjeux de ce que l'on appelait alors « la nouvelle conflictualité ».

Les transformations doctrinales ont en effet été largement éprouvées et, malgré les nombreux « échecs » endurés pendant vingt ans de « guerre au terrorisme », elles ont aujourd'hui leur inertie propre notamment sémantique dont Poutine sait jouer. Il ne leur faudra donc pas commettre l'erreur de croire que le modèle géopolitique et sa guerre de haute intensité serait soudainement venu se substituer à celui qui était en train de s'élaborer dans le

PRÉSENTATION

cadre d'une lutte contre le « terrorisme » faite « d'opérations spéciales » et qui avait contribué à nous faire perdre et le sens de la guerre, et celui de la paix. C'est un point essentiel que Didier Bigo développe en détail dans sa contribution à ce dossier.

Un autre élément important est d'ordre géopolitique avec la rivalité géostratégique entre les puissances occidentales et la Chine qui s'est accentuée de manière significative, avec par exemple la désignation de la Chine comme « rivale systémique » par l'Union européenne. La situation géopolitique actuelle a donc pu être décrite dès 2014 comme étant celle d'une « nouvelle guerre froide ». Or par rapport à la guerre froide de la seconde moitié du xx^e siècle, la nouvelle guerre froide au milieu de laquelle nous nous trouvons, présente des caractéristiques particulières. La Chine, désormais principale puissance rivale à l'hégémonie états-unienne, ne possède pas, ou pas encore, le même *soft power* que celle de l'idéologie portée par la défunte Union Soviétique. Il s'ensuit que la configuration globale, bien que caractérisée par la dichotomie principale entre un centre hégémonique et le *contender*, n'a plus ce même pouvoir d'axiomatisation que l'on a vu à l'œuvre pendant une bonne partie de la guerre froide et qui bipolarisait largement les différents conflits, aussi bien internationaux que domestiques. La tendance aux reterritorialisations fragmentées que nous avons pu observer, surtout depuis les années 1990 continue donc à exister. Avec elle persiste le risque de voir surgir d'autres « néoarchaïsmes », comme le « califat » proclamé en juin 2014 par l'organisation de l'« État islamique » dans les régions sous son contrôle en Syrie et en Irak, et ces situations de « guerres » qui ne se laissent assimiler ni strictement à la « guerre civile » ni au conflit armé interétatique, nous laissant désarmés dans une véritable crise des catégories.

C'est dans ce contexte de retour de la guerre interétatique, qui prend lui-même place – plutôt qu'il ne s'y substitue – dans une vive dynamique de transformation de la guerre et des violences, que l'Institut pour la Paix (IPP) a vu le jour et amorcé son développement. Il travaille à promouvoir un champ interdisciplinaire d'études de paix dans une démarche consistant à déterminer et à approcher la paix du point de vue des transformations de la conflictualité et des violences. Ses défis sont nombreux. D'une part, cela implique de reconnaître qu'une

conception strictement négative de la paix – en tant qu’absence de guerre – ne suffit plus à capter les enjeux de la conflictualité de nos jours, et donc de comprendre l’historicité même de cette paix placée dans le silence de la guerre. Nous renvoyons sur ce point à l’article de Laura Lema Silva. Aussi, inspiré des approches de la paix en termes de « transformation » plutôt que de « résolution » des conflits, l’IPP admet que le conflit n’est pas en soi « mauvais » et uniquement destructeur, mais qu’il y a des formes toujours potentiellement « productives » au conflit.

96

Un second défi tient à la structure même du champ universitaire français tel qu’il en est venu à refléter l’organisation disciplinaire des savoirs et de la connaissance, et aussi une certaine conjoncture historique et idéologique, en tenant à ses marges, non pas seulement les « études de paix », mais aussi celles de la stratégie, de la guerre et, plus largement, des relations internationales. Ce n’est pas ici dire, comme ont pu l’affirmer certains, qu’il n’existe aucun travaux sur ces objets. Tout au contraire, ils sont nombreux et riches. Il s’agit plutôt de repartir du constat de leur éclatement et qu’ils sont le plus souvent conduits par des chercheurs relativement isolés dans leur discipline, comme Thomas Hippler le montre dans ce dossier. De ce point de vue, l’IPP se propose de ramener ces objets plus au centre des disciplines qui s’en emparent et de faciliter le dialogue interdisciplinaire.

Mais les défis auxquels fait face l’IPP dépassent les seuls enjeux disciplinaires et de connaissance et touchent au-delà du champ universitaire. Aussi cherche-t-il à se construire comme espace de rencontre entre universitaires, praticiens et acteurs de la « société civile » sur le thème de la paix et ceux, adjacents, de la guerre et des violences dans leur rapport au politique. Ainsi se veut-il porteur d’un projet positif de transformation des manières possibles de travailler (et de construire ?) la paix à partir d’une compréhension plus fine des dynamiques qui nourrissent les conflits, la guerre et les violences. Il choisit de le faire au travers de groupes de recherche dont les thématiques ont été choisies de telles sortent qu’elles permettent d’articuler les problèmes de la paix, de la guerre, des conflits et des violences à quelques grands enjeux contemporains pour ainsi tenter d’échapper aux effets de trop grande spécialisation thématique et d’objet.

L’enjeu, d’abord, du genre, avec un groupe de travail « Genre et Paix » dont l’article de Camille Boutron rend ici compte de

PRÉSENTATION

quelques-unes des lignes de problématisation ; celui, ensuite, des changements climatiques et environnementaux avec un groupe « Paix, Conflit, Environnement » qui interroge, à différentes époques et au sein de différentes traditions culturelles, la place et le rôle que tiennent le rapport au sol et à la terre dans l'évolution des formes de la conflictualité. Mais l'IPP veut aussi questionner les déterminants ayant prévalu aux conceptions culturellement situées de la paix avec un groupe sur « Les approches régionales de la paix » qui explore les apports des dialogues interculturels et avec les communautés autochtones à la compréhension des sens pluriels du concept de paix. Enfin, et parce que les enjeux théoriques et conceptuels sont immenses, un groupe de travail spécifiquement dédié aux « Concepts de paix » a vocation à mettre en dialogue tous ces travaux en les enrichissant aussi des apports de l'histoire conceptuelle et de l'histoire intellectuelle globale.

Pour une part, le dossier thématique qui suit rend compte des premières réflexions et analyses conduites dans le cadre de l'IPP, et d'autre part, des discussions engagées lors de son colloque de lancement.

